



## chapitre 1

### Brève mise en perspective historique

L'édition de livres est la plus ancienne industrie culturelle, au Québec comme ailleurs dans le monde. Son développement fut toutefois lent, et même parfois laborieux, caractérisé par des poussées de croissance, des crises et des reculs. Ce chapitre vise à tracer schématiquement les grandes lignes de ce développement, considérant qu'une telle mise en perspective est nécessaire pour comprendre l'état actuel de l'industrie, ses particularités, ses forces et ses faiblesses. Pour ce faire, nous proposons un découpage en quatre grandes périodes. Ce procédé est forcément réducteur, mais il a l'avantage de mettre en lumière quelques éléments-clés qui, sur une période de temps donné, comportent une certaine homogénéité<sup>1</sup>.

#### **1.1 De la Conquête à la Première Guerre mondiale : soubresauts d'une industrie en gestation**

Au Canada, les premières presses arrivent en Nouvelle-Écosse en 1751, puis à Québec en 1764 et à Montréal en 1776. Le premier document imprimé à Québec est *The Quebec Gazette/La Gazette de Québec*, par William Brown, qui non seulement possède une imprimerie et un journal, mais en plus vend des livres et de la papeterie. Ce même modèle, qui intègre imprimerie, journal et

---

1. Pour la rédaction de ce chapitre, nous avons abondamment utilisé les références suivantes : Roy (2000), Michon dir. (1999), Lamonde (1999), Michon (1999), ANEL (1998) et Étude Économique Conseil (1993).

point de vente de livres et de papier, est repris à Montréal par Fleury Mesplet, qui lance en 1778 *La Gazette du commerce et littéraire, pour la ville et district de Montréal*. À la suite de Brown et de Mesplet, d'autres imprimeurs s'installent dans la colonie à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. Le commerce demeure toutefois difficile. Malgré les commandes fermes en provenance des institutions gouvernementales et religieuses, la production locale est faible, principalement composée d'almanachs, de catéchismes, d'abécédaires et de brochures diverses. La très grande majorité des livres vendus sont importés, alors même que le commerce, surtout avec la France, est entravé par de sévères contraintes économiques et réglementaires jusqu'au milieu du xix<sup>e</sup> siècle.

Ce n'est donc pas avant le xix<sup>e</sup> siècle que l'on peut parler d'un véritable essor du livre. Dans le contexte d'une industrialisation naissante, cet essor est en bonne partie favorisé par l'implantation de nouvelles technologies industrielles (presses en métal actionnées à la vapeur, premiers moulins à papier, arrivée du stéréotype, de la reliure et de l'illustration). Ainsi, à la fin du siècle, la baisse continue des coûts d'impression et des prix du papier favorisent l'apparition d'une véritable production industrielle.

La figure dominante de la nouvelle industrie demeure longtemps l'imprimeur qui, dans la plupart des cas, est aussi éditeur et commerçant. Il sélectionne les titres, fabrique les livres et, par le biais de comptoirs attenants à ses ateliers, vend les imprimés qu'il produit et ceux qu'il importe.

La diffusion commerciale se développe rapidement, soutenue en bonne partie par la croissance de la population et les besoins qui découlent des progrès de l'alphabétisation et de la scolarisation. Cette diffusion prend diverses formes : colportage en milieu rural, encan de livres et, surtout, librairie.

Parmi leurs nombreuses marchandises, les marchands généraux vendent des livres. Dans les premières décennies du xix<sup>e</sup> siècle, certains se spécialisent même dans ce commerce et prennent le titre de libraire : Sarrault, Germain, Bossange (cette dernière reprise par la suite par Fabre) et Crémazie, en particulier. Rapidement, les imprimeurs font appel aux libraires pour écouler leur production. À partir des années 1840-1850, une deuxième vague de libraires apparaît et prennent de l'essor (Jean-Baptiste Rolland, Beauchemin & fils, Librairie Saint-Joseph de Cadieux et Derome, Librairie Granger Frères, Librairie J.-P. Garneau). Il est toutefois impossible, à l'époque, de faire survivre une librairie en ne vendant que des livres. Les libraires, en plus de tenir comptoir de livres et de papeterie, vendent aussi des produits de

consommation divers, la plupart du temps importés, qu'il s'agisse d'ornements religieux, de gravures et de lithographies, de papiers peints, d'objets de luxe ou de produits fins d'alimentation, incluant le champagne et l'absinthe.

Par la suite, certaines de ces librairies se transforment en grossistes et visent une clientèle nationale qui va jusqu'à l'Ouest canadien et au Nord-Est américain. Ils tentent également de s'imposer, avec un succès limité toutefois, comme fournisseurs des institutions, lesquelles font la plus grande part de leurs acquisitions directement outremer. Les libraires se font aussi éditeurs, produisant des almanachs, des manuels scolaires et des livres religieux, ainsi que quelques ouvrages littéraires. En parallèle, on assiste à l'apparition de plusieurs petites librairies régionales et, surtout à Montréal, de librairies spécialisées pour le clergé, les juristes, les étudiants en médecine, les amateurs de livres canadiens. Dans l'ensemble, la disponibilité du livre s'élargit sensiblement tout au long du *xix*<sup>e</sup> siècle, reposant sur la polyvalence des lieux de vente et la spécialisation progressive du commerce.

Le développement des grandes librairies est tel que celles-ci dominent nettement le marché du livre au début du *xx*<sup>e</sup> siècle. Ces librairies sont de grandes entreprises qui profitent de la croissance économique pour consolider leurs positions. Leurs techniques de vente deviennent de plus en plus raffinées, avec l'utilisation de catalogues, d'almanachs et de publicité dans les journaux pour rejoindre les détaillants et les acheteurs institutionnels de tout le Québec. Le nombre de librairies augmente peu ; c'est surtout leur taille qui s'accroît, en même temps que se dessine une tendance à la concentration et que les plus grandes se transforment en sociétés par actions, dans les premières décennies du siècle (Beauchemin, Wilson & Lafleur, Granger Frères, Garneau). Ces grands libraires sont de véritables hommes d'affaires qui vendent différents produits, parmi lesquels le livre ; et ils sont présents tout à la fois dans le commerce de détail, le commerce de gros, l'imprimerie et l'édition. La Librairie Beauchemin constitue la quintessence de ce modèle de grande librairie et, pendant le premier quart du *xx*<sup>e</sup> siècle, cette entreprise domine le marché. Tout au long de cette période, pourtant, et même jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les libraires ne peuvent développer leur commerce sans tenir compte de l'Église. Car non seulement les communautés religieuses exercent une tutelle sévère sur les livres produits et diffusés, mais elles éditent et vendent également leurs propres livres, tout en continuant d'importer de nombreux ouvrages directement d'Europe. Ainsi, elles sont à la fois le tuteur des librairies, leur principal client et leur principal concurrent.

Les livres français dominent largement le marché francophone. Importés directement par les institutions, les collèges, les séminaires et les couvents, ou transitant par le biais des libraires-grossistes, ces importations représentent environ 95 % du marché au cours du xix<sup>e</sup> siècle. La production locale progresse pourtant. À la production destinée aux institutions scolaires et religieuses et qui répond à des commandes et à des règles précises, s'ajoute progressivement une production de littérature générale qui relève en grande partie d'une demande anticipée, et non pas de commandes. La fonction éditoriale se développe donc, et on voit apparaître en même temps de nouveaux formats et de nouvelles manières de produire : on réédite, sous forme de livres, des œuvres précédemment parues dans des revues ou des journaux ; on inaugure des collections littéraires destinées au grand public, aux écoles et aux bibliothèques ; on introduit le livre à 10 cents, des feuilletons en fascicules. Cette fonction éditoriale demeure toutefois largement assumée par les librairies, les communautés religieuses (qui publient surtout des manuels scolaires et des imprimés religieux adaptés à leur mission de recrutement et de formation, et très peu de littérature), le gouvernement et certains journaux (*L'Action catholique* et *Le Devoir*, en particulier), qui voient dans le livre une possibilité de prolonger leur action idéologique.

L'auteur, jusque-là largement anonyme, émerge progressivement. Toutefois, pour naître véritablement, il lui faut le livre scolaire laïque et, surtout, la fiction. Des regroupements d'auteurs apparaissent au tournant du siècle (École littéraire de Montréal, Association des journalistes canadiens-français, Société du bon parler français). Ces associations contribuent à sortir les auteurs de leur isolement et soutiennent les efforts de publication, ainsi que l'édition de revues et l'organisation d'événements. Toutefois, avant 1920, les principaux modes de publication des nouveautés littéraires au Québec sont l'autoédition, le compte d'auteur et l'édition par souscription publique. De ce fait, ces nouveautés sont pour la plupart peu ou mal commercialisées. Les éditeurs-libraires, en effet, courent peu de risques. Ils ne publient que les auteurs qui ont déjà trouvé un soutien financier, le plus souvent en provenance du gouvernement ou de l'Église, ou ne s'en tiennent qu'aux marchés qu'ils connaissent le mieux : les manuels scolaires et les livres religieux. Dans ce contexte où le public se développe, se diversifie et devient de plus en plus anonyme, les auteurs se voient peu à peu dans l'obligation d'avoir recours à de véritables éditeurs.

## 1.2 L'entre-deux-guerres : émergence de l'éditeur autonome

La fin de la Grande Guerre amorce une période troublée. Les difficultés économiques de l'immédiat après-guerre, la croissance des années folles puis la Grande Crise ont de profondes répercussions sur l'industrie du livre. Les grandes librairies, jusque-là dominantes, voient leur position stagner, puis reculer. Elles sont limitées par la faiblesse du marché des ventes aux particuliers, elles sont concurrencées par les institutions qui importent directement leurs livres d'Europe, elles sont touchées par la dépression et par la baisse généralisée des activités qui en résulte, et elles se contentent dans bien des cas de vivre sur leurs acquis. Le modèle tout-puissant de la grande librairie régresse. De même, la presse nationaliste et catholique, dont l'essor a été fulgurant au début du **XX<sup>e</sup>** siècle, voit ralentir ses activités à partir de la fin des années **1920**. En tant qu'éditeur de livres, son rôle se réduit. Quant aux communautés religieuses, qui prédominent toujours dans le domaine scolaire et qui continuent d'exercer une tutelle sévère sur le monde du livre, dès les années **1930** leur production éditoriale tend à se concentrer dans les périodiques.

C'est dans ce contexte qu'émergent alors des maisons d'édition autonomes: Éditions Édouard Garand (spécialisées dans le roman populaire), Éditions Albert Lévesque, Éditions du Mercure/Mercury Press, Éditions du Totem, Éditions du Zodiaque. L'éditeur autonome, cette nouvelle figure, est principalement tourné vers la littérature. Il s'agit d'un entrepreneur pour qui l'édition est un métier à part entière: il crée des collections, réunit autour de lui des auteurs, instaure des comités de lecture et rassemble les ressources nécessaires pour publier des livres et les faire connaître. Sa production s'adresse essentiellement au grand public et accessoirement aux bibliothèques et aux institutions d'enseignement. La littérature jeunesse profite de cette conjoncture. Les éditeurs se rapprochent des jeunes et leur offrent des collections et des récits adaptés à leur âge et à la moralité de l'époque. Cette production se retrouve naturellement dans les institutions, les commissions scolaires et les maisons d'enseignement.

L'émergence de l'éditeur coïncide avec le fait que la production intellectuelle et artistique devient plus autonome. L'éditeur s'appuie sur cette production en même temps qu'il la soutient. Avec la nouvelle loi canadienne reconnaissant le droit d'auteur (**1921**), laquelle concrétise une longue lutte contre la contrefaçon, la création de nouvelles associations (Association canadienne des auteurs, Société des écrivains canadiens, Société des poètes

canadiens-français), la création de prix nationaux (prix d'Action intellectuelle, prix David) et l'aide accordée aux écrivains par le Secrétaire de la Province, on peut en effet parler de l'amorce d'une véritable reconnaissance du travail intellectuel au Québec.

Or, malgré leur dynamisme, la découverte de nouveaux auteurs et la qualité générale de leurs ouvrages, les nouveaux éditeurs ne parviennent pas à traverser la crise ni à dépasser les limites étroites du marché de la littérature grand-public au Québec. Presque tous ferment leurs portes dans les années 1930.

### 1.3 De la guerre à la Révolution tranquille, croissance et crise de l'industrie

Durant la Seconde Guerre mondiale, le livre connaît au Québec une croissance sans précédent. Bien sûr, la guerre a coupé les librairies et les collectivités de leurs principales sources d'approvisionnement. Pourtant, l'édition québécoise connaît un formidable essor grâce à la proclamation de la Loi des mesures de guerre et des Règlements sur le commerce avec l'ennemi, grâce aussi à la guerre elle-même, à la chute de la France qui devient « territoire ennemi » et à l'ouverture des marchés étrangers.

En 1940, le premier ministre Mackenzie King accorde aux éditeurs canadiens-français l'autorisation de reproduire des œuvres françaises non disponibles sur le marché. Les éditeurs n'ont qu'à solliciter une licence (au coût de 10 \$ par réimpression) et verser 10 % des revenus obtenus par l'exploitation de ces licences au Bureau du séquestre des biens ennemis, ces sommes devant être remises aux auteurs et aux éditeurs français à la fin du conflit. Les éditeurs québécois profitent largement de cette situation et Montréal devient un grand centre d'édition. En effet, la réédition des ouvrages français répond non seulement aux besoins locaux, mais aussi à la demande internationale. La Librairie Beauchemin devient ainsi le principal fournisseur des dictionnaires Larousse pour les pays alliés, Granger Frères, jusqu'alors uniquement libraire de gros et de détail, publie plus de 300 livres et les Éditions Bernard Valiquette (fondées en 1938) publient 140 titres durant la guerre. Plusieurs maisons d'édition sont créées durant cette période et obtiennent beaucoup de succès : Fides — fondée en 1937, mais elle édite ses premiers livres en 1941 —, Les Éditions de L'Arbre, Variétés, les Éditions Pony, les Éditions Lucien Parizeau, la Société des éditions Pascal, les Éditions Serge. Les éditeurs

québécois diffusent leurs livres dans une cinquantaine de pays, publiant des auteurs français (parfois avec leur accord, certains ayant émigré aux États-Unis) et rééditant les classiques qui relèvent du domaine public. Ils publient aussi des auteurs québécois. Selon la Société des éditeurs, entre 1940 et 1945, les éditeurs québécois auraient publié 1 000 titres français pour un tirage total de 15 millions d'exemplaires, et 700 titres canadiens pour un tirage de 4 millions d'exemplaires. Ce qui correspond à une croissance, respectivement, de 500 % et de 1 000 % par rapport à la production d'avant-guerre. La grande prospérité de l'industrie profite donc aussi largement aux auteurs locaux.

Pour les écrivains québécois, en effet, la guerre offre de nouveaux débouchés et une audience internationale. Plusieurs œuvres québécoises sont diffusées à l'étranger, certaines sont traduites aux États-Unis tandis que plusieurs auteurs américains sont traduits au Québec. Une nouvelle littérature et de nouveaux auteurs s'imposent, notamment Germaine Guèvremont, Roger Lemelin et Gabrielle Roy.

La fin de la guerre plonge toutefois l'industrie du livre dans une crise. Les licences exceptionnelles cessent en janvier 1945. Les affaires peuvent continuer un moment, les éditeurs français, qui manquent de matériel, d'équipement et de capitaux, ne pouvant se réorganiser rapidement. Néanmoins, le déclin s'amorce à partir de 1947 et, en 1949, la production locale retrouve son niveau d'avant-guerre, les éditeurs français ayant repris leur place sur la scène internationale. Les plus anciennes maisons d'édition québécoises résistent à la débâcle, en particulier les éditeurs scolaires (Beauchemin, Granger, Librairie Dussault, Fides, Centre de psychologie et de pédagogie). En 1942, le gouvernement Godbout a rendu obligatoire la fréquentation scolaire jusqu'à 14 ans. Avec l'augmentation rapide de la population à la suite du *baby-boom*, le marché du livre scolaire est donc en forte croissance. Il devient même le moteur de l'industrie dans les années 1950. En revanche, la plupart des éditeurs littéraires qui sont nés avec la guerre font faillite, tandis que les libraires qui s'étaient faits éditeurs retournent à leur vocation première. Les écrivains, ne bénéficiant plus de la situation exceptionnelle créée par la guerre, éprouvent dès lors de grandes difficultés à être reconnus et diffusés. Certains vont faire carrière en France, comme Anne Hébert, d'autres s'orientent vers de nouveaux débouchés, notamment celui de la télévision, comme Yves Thériault, Roger Lemelin et Germaine Guèvremont.

Dans le difficile contexte culturel des années 1940 et 1950, on assiste pourtant à la naissance de nouveaux éditeurs. France-Livre, Pilon, le Cercle du livre

de France, l'Institut littéraire de Québec, Erta, l'Hexagone et les Éditions de l'Homme, entre autres, voient le jour au cours de ces deux décennies. Face à un réseau de librairies en situation de faiblesse chronique et à un anémique marché de la vente aux particuliers, ces éditeurs ne réussissent à survivre que grâce à de nouvelles stratégies de vente, notamment la souscription, le club de livres (Club du succès mensuel, Cercle du livre de France) et la diffusion vers de multiples points de vente non spécialisés, comme ce fut le cas pour les Éditions de l'Homme avec *Coffin était innocent*, en 1958, et *Les Insolences du frère Untel*, en 1960. C'est en effet une autre caractéristique de cette période d'après-guerre que de multiplier les points de vente : kiosques à journaux, débits de tabac, pharmacies et grands magasins qui vendent des livres et qui sont approvisionnés par des libraires-grossistes, comme Beauchemin et Granger. Ceux-ci leur consentent d'ailleurs les mêmes remises qu'aux libraires-détaillants. C'est la naissance de ce qu'on appelle, de nos jours, la grande diffusion.

#### 1.4 (Re)naissance de l'industrie : le bouillonnement des années 1960 et 1970

Au tournant des années 1960, la situation du livre au Québec est pathétique. L'industrie est dominée par l'importation et la distribution du livre étranger. Les éditeurs locaux sont peu nombreux et de petite taille. La distribution est concentrée entre les mains de grossistes-libraires qui vendent des livres dans leurs propres librairies, qui les vendent aussi à d'autres librairies et directement aux institutions. Dans l'ensemble, les ventes aux particuliers sont faibles et le réseau des librairies est peu développé, surtout en région. Peu d'auteurs bénéficient d'une véritable audience.

La Révolution tranquille, longtemps perçue comme une rupture majeure avec la « grande noiceur » duplessiste, est désormais considérée par les historiens avec davantage de nuance. Il n'en demeure pas moins qu'au Québec le début des années 1960 est riche de réformes en matière de culture et d'éducation, notamment avec la création du ministère des Affaires culturelles et du ministère de l'Éducation<sup>2</sup>. Les années 1960 et 1970 se caractérisent, au Québec comme ailleurs en Occident, par une effervescence et un bouillonnement culturels sans précédent, ce qui favorise le développement de toute la chaîne du livre.

---

2. Signalons également qu'au niveau fédéral, à la suite des recommandations du rapport de la Commission Massey, le Conseil des arts du Canada fut créé en 1957.



Événement majeur de la période, le ministère des Affaires culturelles confie à l'économiste Maurice Bouchard une enquête sur le livre. La Commission d'enquête sur le livre dans la province de Québec effectue ses travaux en 1962-1963 et publie son rapport en 1964, dressant un portrait sévère de la situation du livre au Québec. On y souligne notamment la faiblesse de l'infrastructure en librairies, particulièrement en région : on ne retrouve que 106 librairies au Québec, incluant 13 grossistes, pour une population d'un peu plus de cinq millions d'habitants. Plus de la moitié des librairies de détail, soit 47 sur 93, sont situées à Montréal et à Québec, alors que 11 des 13 grossistes sont à Montréal. Sur des ventes totales de près de 19 millions de dollars, les ouvrages scolaires représentent 66 % des ventes des grossistes et 50 % des ventes des détaillants. Les ventes aux particuliers sont faibles, ne représentant que 30 % des ventes des détaillants (contre 60 % environ pour les pays francophones d'Europe) en plus d'être fortement concentrées, 84 % de ces ventes aux particuliers étant faites à Montréal et à Québec. De plus, les importations prédominent largement dans les ventes aux particuliers (85 à 90 % des ventes des librairies).

On note que le système de distribution, marqué par la prépondérance du marché institutionnel, est inadapté, inefficace et lent pour desservir les besoins du grand public. Les petits libraires, surtout en région, dépendent en effet des grossistes pour leur approvisionnement, tant pour le livre québécois que pour le livre étranger. Or ces grossistes sont également détaillants, c'est-à-dire concurrents des autres libraires-détaillants. Ils court-circuitent les libraires en s'adressant directement aux institutions pour leur offrir des remises appréciables. Ainsi, les grossistes importent des livres principalement en fonction des besoins des maisons d'enseignement, qui sont leurs principales clientes. Ils ne mettent pas au point, non plus, de véritable service de diffusion, comme le système des envois d'office que l'on retrouve en France, par exemple.

Quant aux remises consenties par les éditeurs locaux aux librairies (50 %), elles sont sensiblement inférieures à celles des éditeurs français (60 %). Enfin, pour les éditeurs, l'étroitesse du marché québécois entraîne de petits tirages et des coûts de fabrication élevés (33 % plus élevés qu'en France). À cela s'ajoute le « scandale du livre scolaire » : le *Rapport Bouchard* soulève l'existence d'énormes et nombreux conflits d'intérêts, plusieurs personnes étant à la fois membres des divers organismes du département de l'Instruction publique, auteurs de manuels scolaires ou rattachés à des maisons d'édition dans le domaine.

En dépit du sévère constat de la situation fait par le *Rapport Bouchard*, le gouvernement est lent à réagir. Les lobbies poussent néanmoins à la roue, en particulier le Conseil supérieur du livre, un organisme privé qui regroupe des éditeurs généraux, des libraires-détaillants, des libraires-grossistes, des éditeurs de manuels scolaires et, pendant une brève période, des auteurs. Ce n'est finalement qu'en 1965 qu'est promulguée la Loi sur l'accréditation des librairies qui retient, du *Rapport Bouchard*, l'idée d'accréditer les librairies et de créer un Comité consultatif du livre. Cependant, il faut encore attendre pour instaurer deux autres mesures suggérées par le *Rapport Bouchard*: la création d'un marché institutionnel protégé pour les librairies et la réglementation des tabelles (lesquelles fixent les prix en fonction des taux de change). Ainsi, la nouvelle accréditation n'accorde qu'un titre aux libraires, sans aucun avantage commercial. La portée de la loi de 1965 reste donc limitée.

Au début des années 1970, la situation de la librairie est toujours aussi problématique. De plus, l'importance de la présence étrangère devient source de préoccupations. Les Messageries Internationales du Livre, une filiale de distribution de Hachette, s'installe à Montréal. Cette dernière prend également une participation de 45% dans le Centre éducatif et culturel, un grand éditeur scolaire, et acquiert la Librairie Garneau. Simultanément, Flammarion, déjà présente à Montréal depuis les années 1950, fonde en 1970 la SOCADIS, une société de distribution à laquelle se joint Gallimard deux ans plus tard.

À la suite de multiples doléances adressées notamment par les libraires au ministère des Affaires culturelles et au Comité consultatif du livre, trois Arrêtés en conseil sont finalement adoptés en 1972. On instaure de nouveaux instruments: l'aide publique et l'agrément, restreints aux entreprises de propriété québécoise; l'agrément des librairies, sujet au respect de normes de volume et de variété du fonds; les acquisitions des institutions, devant obligatoirement être faites auprès des librairies agréées; les prix de vente aux institutions et les tabelles, réglementés. En 1973, la loi est modifiée et prend le titre de Loi sur l'agrément des libraires.

Soutenue par l'ensemble des dispositifs réglementaires mis en place, et plus encore par la croissance économique et le bouillonnement culturel de l'époque, l'industrie du livre se développe rapidement dans les années 1960 et 1970. L'édition québécoise, en particulier, connaîtra un véritable essor, avec l'éclosion de nombreuses maisons d'édition dont la plupart sont encore actives de nos jours. On assiste ainsi à la naissance des Éditions du Jour, de Boréal-Express, de Leméac (fondée en 1957, mais elle ne prendra son essor

que dans les années 1970), des Éditions Québec Amérique, des Éditions internationales Alain Stanké, de VLB Éditeur, des Éditions Libre Expression, des Éditions Triptyque. Simultanément, l'édition scolaire se renforce et s'étoffe avec le Centre éducatif et culturel, les Éditions Hurtubise-HMH, les Éditions du Renouveau Pédagogique, HRW, Guérin, Modulo Éditeur, Gaëtan Morin et Publications Graficor. Loin de se cantonner à la littérature et au secteur scolaire, l'édition québécoise se développe dans tous les créneaux, investissant la poésie (Les Herbes Rouges, Éditions Le Noroît, Écrits des Forges), le livre pratique (redéploiement des Éditions de l'Homme, relayées par Les Éditions Broquet, Guy Saint-Jean Éditeur), le livre « engagé » (Parti-Pris, L'Aurore, Remue-Ménage, Albert Saint-Martin), la littérature jeunesse (Les Éditions de La courte échelle) et le livre d'art (Art Global). Ainsi la production québécoise de livres double entre 1972 et 1981, selon la Bibliothèque nationale du Québec, passant de 1 297 titres et d'un tirage de 4,6 millions d'exemplaires à 2 614 titres et 9,5 millions d'exemplaires.

La littérature est alors en pleine effervescence. Le renouveau et l'épanouissement de la création littéraire, à l'égal de l'ensemble des formes d'expression artistique de l'époque, est patent, et on voit poindre les premières œuvres des Jacques Ferron, Hubert Aquin, Marie-Claire Blais, Victor-Lévy Beaulieu et Michel Tremblay, entre autres.

Quant à l'infrastructure de distribution, elle se caractérise par un grand nombre de joueurs, plus de 70 distributeurs, dont environ 60 % sont de propriété québécoise. Les libraires-grossistes, qui ont dominé la distribution du livre jusqu'au début des années 1960, cèdent maintenant le leadership du secteur aux distributeurs exclusifs. La domination des grossistes, par définition des distributeurs non exclusifs, avait causé des problèmes aux éditeurs puisqu'on pouvait retrouver le même livre à des prix différents selon les fournisseurs. Au Québec, de grands éditeurs français installent des structures de distribution et, simultanément, des entreprises québécoises se lancent en affaire et signent des ententes de distribution exclusives avec des éditeurs étrangers. Ces deux événements modifient la dynamique du secteur. Un nouveau maillon industriel s'insère ainsi dans la filière du livre, caractérisé par des entreprises autonomes, spécialisées dans la diffusion et la distribution de livres et agissant à titre exclusif pour le compte de plusieurs éditeurs, locaux ou étrangers. Ainsi, au cours de cette période, la diffusion et la distribution du livre s'améliorent sensiblement et on met en place un véritable système de commercialisation, le système des offices. Inspiré du modèle français, ce

système consiste à envoyer automatiquement les nouveautés aux librairies, sur la base de grilles qui ventilent la production par grandes catégories et par degré de facilité escomptée des ventes.

Du côté de la librairie, la situation ne s'est guère améliorée durant les années 1960, les fermetures étant nombreuses en région. Toutefois, les dispositifs de 1972 sont plus efficaces que l'avaient été ceux de la loi de 1965. Plusieurs librairies ouvrent et on enregistre des progrès considérables en matière d'accessibilité au livre. De 97 librairies agréées en 1970, on passe à 164 en 1972, puis à 174 en 1974. Le nombre d'agréments retombe toutefois à 137 en 1976. Dans l'ensemble, on estime qu'il y a environ 250 librairies au Québec à la fin des années 1970, et 4 000 points de vente au total.

De nouvelles préoccupations font surface au cours des années 1970. Les pratiques qui contreviennent à la loi se sont développées, la surveillance et le contrôle de l'application de la loi étant déficients et les sanctions prévues insuffisantes. De même, les pratiques qui permettent de fixer les prix des livres étrangers sont mal encadrées, la loi ne s'appliquant pas aux ouvrages étrangers distribués en exclusivité, lesquels représentent pourtant une grande part du marché total. Enfin, la présence française dans la distribution et la librairie est toujours aussi importante et tend même à augmenter.

Du côté de l'édition, le grand nombre d'éditeurs a pour contrepartie leur petite taille et l'étroitesse de leur marché. Ainsi, malgré le foisonnement de nouvelles maisons d'édition, les ventes de livres québécois, dans les années 1970, ne représentent pas plus de 20 % du chiffre d'affaires des librairies.

Quant au secteur de la distribution, quoique caractérisé par un grand nombre de joueurs, il est largement dominé par quatre entreprises, MIL (filiale de Hachette), SOCADIS (coentreprise Gallimard/Flammarion), Presses de la Cité et Agence de Distribution Populaire (ADP, fondée en 1961 pour diffuser les Éditions de l'Homme), dont une seule, ADP, est de propriété québécoise. Cependant, quelques nouveaux joueurs québécois nés au cours de cette période prennent rapidement de l'importance, notamment Dimédia (en 1974) et Prologue (1976).

Enfin, si les librairies ont sensiblement amélioré la couverture du marché depuis le début des années 1960, leurs conditions d'exploitation demeurent précaires et elles sont très fragiles sur le plan financier. À partir de 1973, rappelons-le, la situation économique est difficile, caractérisée par deux chocs pétroliers, une forte inflation et une stagnation économique, ce qui lamine les profits de la plupart des entreprises, notamment dans le commerce au détail.

## 1.5 Croissance, consolidation et... crise ?

L'expérience des années 1960 et 1970 montre que l'État québécois avait une vision trop étroite en mettant en place ces cadres législatifs. Les dispositifs réglementaires, centrés sur la librairie, négligeaient grandement les éditeurs. De même, on ne prévoyait pas la transformation du système de distribution, et en particulier l'émergence et l'expansion de diffuseurs-distributeur très autonomisés, principalement de propriété étrangère.

Dans ce contexte, les arguments économiques, culturels et nationalistes font leur chemin au sein du gouvernement du Parti québécois, élu en 1976. Dans son *Livre blanc* de 1978, le gouvernement élabore une politique de développement culturel. En décembre 1979, il adopte un projet de loi concernant spécifiquement le livre, avec un délai d'application pour permettre aux différents acteurs de s'adapter. En juin 1981, un nouveau dispositif légal prend effet, celui de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (loi 51).

Cette loi entraîne de vastes modifications dans l'industrie. D'abord, le manuel scolaire est soustrait du champ d'application de la loi. En apparence, il s'agit d'une grande perte pour les librairies agréées. Or une large part du marché scolaire est déjà détournée, illégalement, vers les circuits de distribution plus courts, soit les ventes directes des éditeurs-distributeur scolaires aux institutions. Ensuite, les remises aux collectivités sont abolies, ce qui contrebalance en partie la réduction du marché institutionnel protégé en faveur des librairies agréées. De plus, la loi régit les remises que les éditeurs et distributeurs doivent consentir aux librairies agréées (40 % pour les ouvrages de littérature générale et 30 % pour les ouvrages techniques et scientifiques). En paramétrant la répartition des revenus entre les acteurs de l'industrie, cela institue une forme de soutien indirect aux librairies. L'agrément est également étendu aux éditeurs et aux distributeurs, ce qui traduit une perception plus globale de l'industrie du livre. L'agrément devient aussi un moyen de soutenir le développement des entreprises locales de tous les secteurs, puisque son obtention, nécessaire pour avoir accès à l'aide du gouvernement québécois, a pour condition une propriété québécoise à 100 %.

Une fois passé le choc de la sévère récession de 1982, les dispositifs de la nouvelle loi régissant le domaine du livre, accompagnés par la restructuration et l'augmentation de l'aide aux entreprises, permettent à tous les acteurs de l'industrie de tirer pleinement profit de la forte période de croissance qui caractérise la seconde moitié des années 1980.

Entre 1983 et 1989<sup>3</sup>, le nombre d'éditeurs agréés progresse de 70 à 85 avec l'apparition de plusieurs petites maisons indépendantes qui assurent le renouvellement industriel et créateur du secteur, en même temps que se consolident les maisons plus anciennes. La production continue à augmenter : les éditeurs agréés produisent 1 656 nouveautés pour un tirage de 5,4 millions d'exemplaires en 1989, contre 1 144 titres pour 4,2 millions d'exemplaires en 1983. Elle croît aussi en diversité : les éditeurs élargissent encore davantage leurs créneaux et leurs champs de spécialisation. Les revenus s'accroissent rapidement, de 63 à 130 millions de dollars entre 1983 et 1989, bien qu'une partie de cette croissance semble s'expliquer par la progression du nombre de titres et la hausse du prix relatif du livre. Autre phénomène significatif de cette période : on assiste au développement d'un véritable marché de masse avec l'impact de plus en plus réel du best-seller, ce qu'on peut attribuer à l'émergence d'une nouvelle façon de vendre les livres, plus professionnelle et plus industrielle (Martin, 1996). Ce phénomène est visible depuis le début des années 1970, les titres américains et français inondant régulièrement le marché avec des succès comme *Papillon*, *Le choc du futur* et *Jonathan Livingston le goéland*. Ce qui est nouveau, c'est que certains titres québécois s'avèrent eux aussi de véritables best-sellers, à l'échelle du marché local. On pense évidemment au *Matou*, de Yves Beauchemin (1981), et aux *Filles de Caleb*, de Arlette Cousture (1985).

Quant au secteur de la diffusion-distribution, il se consolide. Les principales entreprises se développent rapidement (SOCADIS, ADP, Dimédia, Prologue). S'y ajoutent de nouveaux groupes, comme Diffusion du livre Mirabel en 1981 et Québec-Livres en 1983. Incidemment, cette dernière, une filiale du groupe Quebecor, reprend dans les années 1980 la distribution de Hachette, des Presses de la Cité et des Éditions Françaises (Larousse). Les distributeurs voient leurs revenus progresser de façon soutenue et, en plus d'accompagner l'essor des librairies, ils développent virtuellement tous les marchés, notamment la grande diffusion, débouché bien indiqué pour les best-sellers, tout en maintenant leur rentabilité.

Les librairies ne sont pas en reste et la loi 51 semble avoir nettement favorisé le secteur. Le nombre de librairies agréées progresse sensiblement, passant de 168 à 189 entre 1983 et 1989. Le réseau régional s'étend et se consolide, les ventes moyennes par librairie connaissent une croissance rela-

---

3. Toutes les données qui apparaissent dans cette section seront abondamment présentées et analysées dans la deuxième partie de la présente étude.

tivement soutenue, l'assortiment s'étoffe et, comme tous les autres acteurs, les revenus s'accroissent rapidement, de 123 à 220 millions de dollars entre 1983 et 1989. Mais en dépit de l'amélioration de leur rentabilité, les librairies demeurent fragiles.

Globalement, il semble que la loi 51 et le soutien financier de l'État aient créé des conditions favorables au développement des librairies, des éditeurs et des distributeurs, ainsi qu'à la mise en place d'un solide arrimage intersectoriel se caractérisant par une évidente capacité à desservir le marché québécois. Cette intervention a également favorisé, à l'évidence, une certaine reprise en main du marché par des intérêts locaux.

Cependant, une sévère récession, suivie d'une période de relative stagnation, frappe l'économie à partir de 1991, année où la TPS est introduite. Le tournant des années 1990 marque ainsi un temps d'arrêt pour l'industrie. Les ventes globales de livres au Québec stagnent autour de 600 millions de dollars, et elles sont même en régression à partir de 1995. Le nombre d'éditeurs agréés poursuit sa hausse, passant de 85 à 113 entre 1989 et 1998, tout comme le nombre de nouveautés (de 1 656 à 2 829 entre les mêmes années), mais les tirages moyens chutent, passant de 3 287 exemplaires à 2 909. Si les revenus des éditeurs agréés progressent de 123 à 169 millions de dollars, en termes réels ils stagnent, en même temps que les marges bénéficiaires fondent.

Le secteur de la distribution aussi connaît des difficultés. Dans un contexte où il faut distribuer des titres de plus en plus nombreux dans un marché stagnant, les taux de retour s'élèvent, ce qui signifie qu'il faut déplacer de plus en plus de livres pour atteindre un même niveau de vente. Cela alourdit considérablement les coûts associés au système de l'office.

Les librairies agréées semblent à première vue s'en tirer un peu mieux. Leurs revenus progressent en effet de 220 à 532 millions de dollars entre 1989 et 1998. Cependant, cette progression résulte en partie d'un effet mécanique lié à la hausse du nombre d'agréments octroyés (de 189 à 218) et d'un transfert des ventes des librairies non agréées vers les librairies agréées. Elle repose aussi, dans une large mesure, sur une progression extrêmement rapide des ventes d'autres produits, les ventes de livres étant passées de 147 à 257 millions de dollars. On assiste également, à partir du milieu de la décennie, à une profonde restructuration de l'ensemble du commerce au détail, caractérisée par la montée en puissance des magasins à grande surface et le développement rapide des chaînes de librairies. Cette restructuration s'accompagne

d'un déplacement des ventes dans certains segments de marché — en particulier celui des best-sellers — au profit de ces grandes surfaces. Dans le contexte d'un marché qui se resserre, ce déplacement affecte tout particulièrement les librairies indépendantes, dont le taux de profit chute.

Tout au long des années 1990, les difficultés s'accumulent au sein de l'industrie, les marges rétrécissent dans tous les secteurs, entamant une phase de consolidation et, même, de concentration.

Sogides, la maison-mère des Éditions de l'Homme et de ADP, crée ainsi le Groupe Ville-Marie Littérature en rachetant les Éditions VLB, l'Hexagone, les Quinze et Typo. Dans le secteur scolaire, le Groupe Beauchemin Éditeur est créé, né de la fusion des Éditions Beauchemin, des Éditions de l'Image de l'Art, de FM et de Doutré et Vandal. Quebecor possède non seulement les éditions Quebecor mais aussi, en coentreprise avec Hachette, le Centre éducatif et culturel (un des plus gros éditeurs de manuels scolaires), de même que Québec-Livres (un des principaux distributeurs). Cette entreprise se lance alors dans une vaste opération d'envahissement de la filière, en acquérant de nombreuses sociétés ou en achetant un grand nombre de leurs actions: Éditions Wilson & Lafleur, Éditions Libre Expression, Éditions du Trécaré, Éditions Internationales Alain Stanké, Éditions Logiques. Elle poursuit son intégration verticale en ajoutant la vente au détail, grâce à l'acquisition du groupe Archambault, une chaîne de librairies multimédia en plein développement qui est également le plus grand distributeur indépendant de disques au Québec, et de Camelot-Info, une chaîne de librairies spécialisées en informatique, ainsi que de Paragraphe, une librairie anglophone.

Les libraires indépendants se retrouvent coincés entre la poussée des grandes surfaces non spécialisées d'un côté (Price Costco, Wall-Mart, Maxi...), qui proposent au consommateur des assortiments réduits à prix bradés, et le développement des grandes chaînes de librairies de l'autre (Chapters, Indigo), dont le pouvoir d'achat et la puissance financière inquiètent. Cette dernière tendance se confirme d'ailleurs avec la fusion de Renaud-Bray, Champigny et Garneau en 1999 et la progression de la chaîne Archambault.

Quant au secteur de la distribution, s'il semble épargné par le jeu des fusions et des acquisitions d'entreprises, le mouvement de concentration y est néanmoins bel et bien réel. Le jeu des gains et des pertes de droits de diffusion et de distribution exclusifs se traduit par la disparition de plusieurs petits distributeurs, si bien qu'on en repère un peu moins de 50 à la fin des années



1990. Désormais, près de 70 % du marché francophone de littérature générale est aux mains de six entreprises : Socadis, ADP, Dimédia, Québec-Livres, Diffusion du Livre Mirabel et Prologue.

Simultanément, les développements foudroyants dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et des communications — commerce électronique, impression à la demande, édition numérique, *eBook* — offrent aux acteurs de l'industrie d'éventuelles occasions de se redéployer, mais risquent aussi de mettre en péril plusieurs d'entre eux et même des secteurs entiers de l'industrie. De plus, le vaste mouvement planétaire de concentration et de formation de gigantesques groupes qui couvrent la quasi totalité des secteurs médiatiques et culturels jette une ombre sur la possibilité d'un déploiement extérieur des joueurs québécois, voire sur leur capacité à conserver leur place et leur spécificité au sein de leur propre marché. On pense par exemple à Vivendi-Universal et Warner-AOL, et dans une moindre mesure à Quebecor qui, avec l'acquisition de Vidéotron, adopte la même logique de déploiement multimédia.

En fin de décennie, les difficultés économiques sont réelles et le malaise est palpable d'un bout à l'autre de la filière. En témoigne la succession d'instances publiques s'étant penchées sur le secteur. Le Forum sur l'industrie du livre (1997), le Sommet sur la lecture et le livre (1998), le Groupe de travail sur la consolidation et la rentabilité des librairies (1998-1999) puis le Comité sur les pratiques commerciales et les relations interprofessionnelles régissant le commerce du livre (1999-2000) débattent longuement de la situation du livre et de ses difficultés, à la recherche de solutions aux problèmes actuels de l'industrie.

## 1.6 Développement et croissance de l'industrie du livre : faits saillants

Quoique mené de façon relativement lapidaire, ce bref exercice d'histoire économique permet de souligner quelques-uns des principaux traits ayant caractérisé l'émergence, le développement puis la consolidation de l'industrie du livre au Québec.

D'abord, le développement de la population du Québec, son alphabétisation et sa scolarisation constituent des éléments sous-jacents à l'ensemble de cette histoire économique, mais trop souvent négligés ou tenus pour acquis. Même si l'argument peut sembler tautologique, il est évident que l'accroissement de la population a un impact direct sur la taille du marché du

livre; or la population du Québec, qui n'était que de 890 000 habitants en 1851, passe à 1,6 million en 1901, à 4,1 millions en 1951 et à 7,4 millions en 2000. La progression de l'alphabétisation a également constitué un facteur essentiel au développement de l'imprimé, en particulier du livre; si cette alphabétisation touche la majorité de la population vers 1850, elle n'est devenue universelle qu'après 1900. De même la scolarisation, qui est évidemment un corollaire de l'alphabétisation, se développe tout au long de cette période, et de façon particulièrement intensive depuis les années 1960. À partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ces facteurs constituent des éléments décisifs pour l'essor culturel du Québec et pour l'émergence d'une industrie du livre qui n'existe véritablement que depuis 40 ans. Dans un avenir prévisible, la hausse de la population est peu susceptible de favoriser la croissance du marché, mais par ailleurs, il reste des progrès à accomplir en matière d'alphabétisation et de scolarisation.

On doit également souligner que depuis sa naissance, le développement de l'industrie du livre s'est caractérisé par un comportement fortement cyclique. Ce qui est une façon de dire qu'elle ne peut s'abstraire de l'ensemble de la réalité économique de la société, cette réalité incontournable que l'on tend parfois à oublier lorsqu'on examine la situation en étant trop strictement centré sur la dynamique interne de l'industrie du livre. En ce sens, l'extraordinaire croissance du revenu et du niveau de vie des Québécois depuis la Seconde Guerre mondiale a constitué une formidable occasion de développer cette industrie. À l'inverse, les difficultés économiques, la stagnation des revenus et l'endettement des ménages, phénomènes visibles tout au long des années 1990, explique en grande partie le coup de frein donné au développement de cette même industrie dans la dernière décennie.

Or des conditions économiques favorables ne constituent qu'un potentiel à exploiter. Et ce que montre également l'histoire du livre, c'est que l'élargissement de son marché a reposé, dans une large mesure, sur le développement constant de nouveaux produits, de nouveaux débouchés et de nouveaux lecteurs, ce qui fut rendu possible d'une part par l'élargissement, la ramification et le raffinement continuels de sa structure de diffusion et de commercialisation, et d'autre part par le développement et l'enrichissement de la production, la diversification des lignes éditoriales, des genres et des formes. L'évolution et la transformation de la structure industrielle, en son tout comme en chacune de ses parties, est donc une constante historique. La configuration actuelle de l'industrie ne doit pas être considérée comme un

fait acquis, pas plus que ne serait souhaitable une immuable pérennité, que l'on serait tenté ici d'associer à la rigidité, voire à la sclérose. À l'aune de ce critère, on doit percevoir les transformations qu'apporteront le commerce électronique, la numérisation des contenus et la dématérialisation du livre comme autant d'occasions d'amorcer une nouvelle phase de développement et d'élargissement du marché.

Il faut également resituer le livre dans un contexte plus global, c'est-à-dire dans l'ensemble de l'offre des produits de culture, de divertissement et de loisirs. À cet égard, le livre est en proie à une forte concurrence si l'on considère que cette offre s'élargit et s'accroît sans cesse. Tout acteur de l'industrie, qu'il s'agisse d'un éditeur, d'un distributeur ou d'un libraire, n'est pas seulement en concurrence avec son semblable, petit ou gros, local ou étranger, mais aussi avec la télévision, le cinéma, Internet et les jeux informatiques, le sport, les activités de plein air, etc. Concurrence non seulement pour un même portefeuille, mais aussi pour un temps de loisir qui, depuis plusieurs décennies déjà, ne progresse guère.

Enfin, il faut également souligner que dans le contexte précis du Québec — un marché étroit pour des produits qui trouvent difficilement des débouchés extérieurs — l'aide publique est essentielle à la survie de tous les acteurs, des auteurs jusqu'aux libraires. Sans pour autant surestimer l'impact de cet appui, il n'en demeure pas moins très clair que, depuis le début des années 1960, l'aide gouvernementale a parfaitement accompagné le développement de l'industrie et favorisé une certaine reprise en main par des intérêts locaux (que ce soit sous forme de réglementations ou de soutien financier). Cependant, tout comme pour la structure industrielle (et pour les mêmes raisons), cette aide doit évoluer, se moderniser et se raffiner. C'est ce qu'elle fait d'ailleurs depuis 40 ans.